

Peut-on sortir de la crise des réfugiés ?

Alors que la question de l'accueil des migrants divise les intellectuels français, notamment sur les rapports entre l'islam et la chrétienté, l'essayiste Rony Brauman et l'écrivain Pascal Bruckner débattent et lancent des pistes pour éviter le retour du « choc des civilisations »

NICOLAS TRUONG

La crise des réfugiés fracture nos sociétés. La question des migrants déplace les lignes de démarcation intellectuelle et politique. Elle fait tanguer l'Europe et ne cesse de la renvoyer à son passé. A ces populations arméniennes ou vietnamiennes qui fuyaient guerres, massacres et persécutions. Mais aussi, de manière récurrente, à l'image de Jean-Paul Sartre et de Raymond Aron, les meilleurs ennemis de la pensée réunis par le jeune philosophe André Glucksmann, en juin 1979, à l'Elysée, pour le comité « Un bateau pour le Vietnam ». C'était il y a trente-six ans. C'était il y a cent ans. Car l'époque a changé, constatent l'écrivain Pascal Bruckner et le médecin Rony Brauman, invités par *Le Monde* à confronter leurs points de vue.

Hier, les intellectuels ex-révolutionnaires se sentaient « en dette » à l'égard de ces rescapés, passés du joug du colonialisme à celui du communisme, explique Pascal Bruckner. Alors qu'aujourd'hui l'histoire du Moyen-Orient semble « nous dépasser ». Sans doute aussi parce que « *c'est le capitalisme qui est aujourd'hui révolutionnaire* », avance Rony Brauman. Les spécialistes du droit d'asile ne sont pas silencieux, mais leurs voix portent moins, car « *l'intellectuel prophétique est passé à droite* », poursuit-il.

CARTES REBATTUES

D'où l'importance d'échanger longuement sur des questions qui font appel autant au cœur qu'à la raison. D'autant que Pascal Bruckner et Rony Brauman se connaissent depuis longtemps. Au moins depuis *Le Sanglot de l'homme blanc* (Seuil, 1983), le célèbre ouvrage de Pascal Bruckner, véritable pavé dans la mare du tiers-mondisme et de la « *haine de soi* » des Occidentaux vis-à-vis du monde postcolonial. Loin d'irriter Rony Brauman, alors président de Médecins sans frontières (il dirigera l'ONG de 1982 à 1994), cet essai « *enlevé et éclairant* », reconnaît-il encore aujourd'hui, résonne avec sa critique du « *dolorisme* » ou la « *démagogie compassionnelle* » qui envahit l'action et la réflexion humanitaire (*Penser dans l'urgence*, Seuil, 2006).

Les deux hommes se rencontrent, sympathisent et se retrouvent bien des années plus tard côte à côte, lors du soutien à la Bosnie dans les années 1990. « *C'étaient mes années BHL* », se souvient Rony Brauman. Mais l'interventionnisme des années 2000 les sépare. En 2003, Pascal Bruckner soutient la guerre en Irak lancée par les Etats-Unis et devient trois ans plus tard l'un des piliers de la revue *Le Meilleur des mondes*, qui abrita, de 2006 à 2008, des intellectuels néoconservateurs français. Rony Brauman, lui, ferraille contre le « *néocolonialisme victimaire* » des apôtres du « droit d'ingérence » en Irak comme en Libye.

Depuis, leurs désaccords sont francs, mais cordiaux. D'autant que la complexité des enjeux internationaux a rebattu les cartes, relégué le prêt-à-penser du côté de son obsolescence programmée, jusqu'à donner l'impression d'une inversion des positions : « *instruit par les leçons irakiennes et libyennes* », Pascal Bruckner était opposé à une intervention contre Bachar Al-Assad en 2013, alors que Rony Brauman était au contraire favorable à une opération militaire en Syrie, dès lors que la ligne rouge de l'arme chimique était franchie. De la critique de « *la laïcité de combat* » (Rony Brauman) à celle des intellectuels qui jouent les « *idiots utiles de l'islamisme* » (Pascal Bruckner), une controverse qui éclaire les querelles nationales liées au nouveau désordre mondial. ■

Quand le chaos mondial sème la discorde nationale

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR NICOLAS TRUONG

La question des réfugiés n'occupe pas la même place dans la France de 2015 que dans celle des années 1975. Silence, indifférence, voire méfiance des intellectuels ?

Pascal Bruckner Les boat people vietnamiens ont en effet mobilisé la classe intellectuelle, à la fin des années 1970. Rétrospectivement, la raison en est assez simple : à l'époque la gauche s'était massivement engagée contre la guerre au Vietnam et donc implicitement en faveur du Vietcong. L'exode massif des réfugiés nous rappelait que ce régime tant célébré se révélait, une fois au pouvoir, oppressif. La double convergence de la chute de Saigon et de la chute de Phnom Penh, les atrocités du régime des Khmers rouges ont fait naître un sentiment de responsabilité morale qui nous a poussés à les accueillir. La détestation de l'Amérique impérialiste nous avait tenu lieu de réflexion. Nous avons trois exemples d'intégration réussie de réfugiés au cours du XX^e siècle : les républicains espagnols en 1939 qui se sont installés en France durablement, les pieds-noirs d'Algérie, qui étaient certes Français mais traités comme des intrus par les métropolitains, et les boat people. Dans ces trois cas, la greffe a plutôt bien pris car la France, du moins après la guerre, était plus dynamique et se sentait en dette morale vis-à-vis de ces hommes et femmes qui frappaient à sa porte.

Le relatif silence des intellectuels aujourd'hui vient d'un double désarroi : sans doute d'une certaine méfiance envers l'islam radical mais surtout d'un sentiment de dépossession. Nous n'avons aucun pouvoir sur la situation en Syrie et en Irak. Même les Américains qui portent une certaine responsabilité dans la situation de la région ne parviennent pas, malgré les bombardements, à affaiblir Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique]. Nous craignons de faire les frais de ces guerres qui ravagent le Moyen-Orient et dont nous voudrions nous protéger à tout prix. L'Europe se sent impuissante à résorber des conflits qui la dépassent. L'histoire paraît trop forte pour elle, désormais.

Rony Brauman Je n'opposerais pas le bruit des intellectuels de l'époque au silence supposé de leurs successeurs. L'effondrement du communisme en tant qu'horizon de justice et de progrès a en effet entraîné la disparition progressive de l'intellectuel global, dont Sartre était la figure emblématique, miné par ses compromissions historiques avec le totalitarisme, au profit de ce que Foucault appelait l'intellectuel spécifique, qui s'engage à partir de son domaine de recherche.

On entend des intellectuels, des chercheurs impliqués dans ces questions de migrations, de refuge ou d'asile, qui se sont publiquement exprimés et continuent de le faire, mais avec moins d'éclat que les intellectuels de renom. Peut-être parce que la révolution, au sens de destruction rédemptrice, est passée à droite,

accompagnée par la pensée antitotalitaire. C'est le capitalisme qui est aujourd'hui révolutionnaire, c'est ce système qui broie le présent au nom d'un avenir supposé meilleur. On assiste à la démolition de la notion même d'Etat-providence au profit du marché en perpétuel mouvement, nouvel idéal de liberté. Il me semble en somme que l'intellectuel, dans sa version prophétique, est en effet passé à droite.

Aujourd'hui, la seule possibilité d'un engagement total se situe du côté du djihadisme internationaliste. Un chercheur remarquait que ce n'est pas tant l'islam qui se radicalise que la radicalité qui s'islamise. Lorsque l'on recherche, comme l'ont fait des générations précédentes, une violence purificatrice et émancipatrice, on est tenté par Daech. Tout cela fait peur, en effet !

L'insistance sur l'identité chrétienne de l'Europe face aux migrants musulmans n'exprime-t-elle pas également une inquiétude des citoyens européens, non seulement à l'égard de l'islamisme en particulier, mais aussi vis-à-vis de l'islam en général ?

Pascal Bruckner Pour comprendre la situation, il faut revenir à la constitution de l'identité française : notre pays s'est construit depuis la Révolution dans sa lutte contre la monarchie et l'Eglise catholique. Il s'est conclu par le consentement contraint de l'Eglise à rapatrier ses ambitions temporelles sur le spirituel à partir de 1905.

Pour parler brutalement, nous avons limé les dents du catholicisme en le confinant dans ses lieux de culte. Le raidissement à l'égard de l'islam provient du fait que nous avons cru, à tort, la question religieuse terminée. Je me souviens des utopies, libérales et gauchistes, qui ont suivi la chute du mur de Berlin en 1989. L'Europe devait être postnationale, postreligieuse, posthistorique. Nous mourons de ces trois illusions car penser que nous avons dépassé la nation, les religions et l'histoire, c'est simplement signer notre provincialisme indéfectible. Pour mémoire, lorsque le politiste Samuel Huntington écrit *Le Choc des civilisations* en 1996, il le fait dans un but de conciliation pour éviter précisément ces guerres culturelles qu'il redoutait.

**L'EUROPE SE SENT
IMPUISANTE
À RÉSORBER
DES CONFLITS
QUI LA DÉPASSENT.
L'HISTOIRE PARAÎT
TROP FORTE POUR
ELLE, DÉSORMAIS**

PASCAL BRUCKNER

Or ce qui se passe au Proche et au Moyen-Orient est plutôt une guerre impitoyable au sein de la civilisation islamique : entre chiïtes et sunnites mais aussi à l'intérieur de chaque camp entre conservateurs et modérés, partisans d'une relecture du Coran et militants d'un retour au califat du VII^e siècle pour retrouver la pureté des commencements. Sans oublier les batailles sanglantes entre djihadistes eux-mêmes relevant d'obédiences différentes. C'est la guerre de tous contre tous, décrite par Thomas Hobbes dans son *Léviathan*, en Libye, dans le Sinaï égyptien, au Yémen, en Syrie, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan.

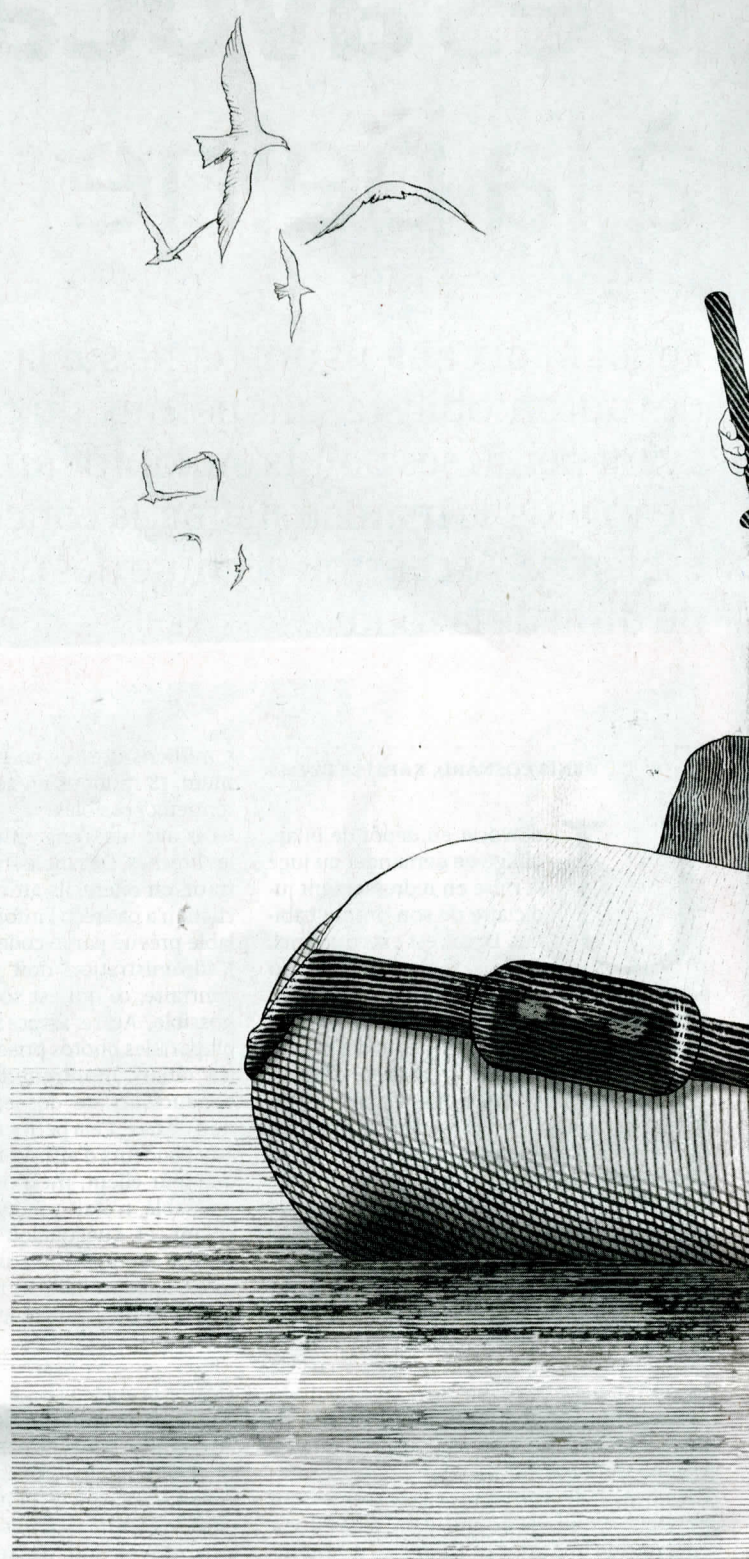
L'islam, apparu plus de six siècles après le christianisme, n'a pas la même conception du rapport entre le politique et le spirituel, puisque la religion informe la totalité de la vie privée et publique. Si l'Eglise catholique a consenti à se réformer, c'est au prix d'un combat extrêmement violent. On a pendu, guillotiné, noyé prêtres, nonnes, évêques durant la Révolution, brûlé des lieux de culte et confisqué les trois quarts des biens du clergé. Nul ne peut souhaiter aux musulmans français de subir ce qu'ont subi les catholiques aux XVIII^e et XIX^e siècles, nous avons les moyens d'engager une réforme possible et paisible de l'islam en France, avant tout avec l'aide des musulmans.

Rony Brauman Il faut prendre garde à ne pas rassembler sous un signifiant unique « islam » toutes sortes de pratiques, de configurations politiques, de situations individuelles qui sont en réalité très diversifiées. Ce n'est pas la même chose d'être un musulman sunnite irakien après l'invasion américaine et les tensions identitaires qu'elle a éveillées, un sunnite dans un pays d'Europe ou un chiïte dans un pays dirigé par des sunnites. Et je ne parle là que de la variable religieuse à laquelle viennent s'ajouter celles sociales qui définissent notre place dans la société...

Constatons enfin qu'il y a concurrence entre les religions pour savoir celle qui viendra parachever le mouvement inau-



Pascal Bruckner est écrivain et philosophe. Né en 1948, Pascal Bruckner enseigne régulièrement comme professeur invité aux Etats-Unis. Auteur de romans (« *Lunes de fiel* », Seuil, 1981) et d'essais critiques sur les mœurs ou les idéologies contemporaines, il a notamment publié « *Le Sanglot de l'homme blanc* » (Seuil, 1983), « *La Tyranie de la pénitence : Essai sur le masochisme Occidental* » (Grasset, 2006) ou « *Le Fanatisme de l'apocalypse. Sauver la Terre, punir l'Homme* » (Grasset, 2011). « *Un bon fils* » (Grasset, 2014) est son dernier livre paru





Dusault.

guré par le premier prophète. L'islam se présente comme une clôture de la révélation, mais l'évangélisme ne lui cède en rien sur ce plan. Ce sont d'ailleurs les deux religions prosélytes en concurrence dans le monde. Je ne crois pas que le terme de guerre intracivilisationnelle soit plus judicieux que celui de guerre civilisationnelle. Pour moi, il ne s'agit pas tant de guerres que de luttes, de conflits, de tensions à l'œuvre sous diverses formes, souterraines ou explosives, dans toutes les sociétés.

Par ailleurs, l'islam est installé depuis des siècles dans l'histoire française, largement, bien que pas uniquement, comme entité menaçante. La mobilisation de la religion comme levier de résistance contre le colonialisme n'a fait qu'amplifier cette représentation. L'islam a été un ressort important de l'anticolonialisme dans les pays où il était installé.

Souvenons-nous qu'au début du XX^e siècle la France et le Royaume-Uni étaient les deux premières puissances musulmanes du monde. La perte de leurs empires coloniaux est due non seulement à la mobilisation nationaliste et révolutionnaire mais aussi islamique. Le 11-Septembre et le djihadisme ont achevé de réactiver cette hostilité. Il est urgent de déconstruire ces catégories englobantes, monolithiques que sont « l'islam », « la civilisation chrétienne », « l'affrontement des cultures », « la guerre des civilisations » et de se rappeler qu'elles sont avant tout des fabrications politiques de circonstance. Force est de constater qu'elles existent comme images repoussoirs légitimant un intégrisme républicaniste qui mêle identité nationale, universalisme républicain, laïcité de combat et hostilité aux religions.

Pascal Bruckner Le monde chrétien a vécu au XX^e siècle un événement majeur : le concile de Vatican II. Majeur parce que c'est la première fois qu'une grande religion fait son autocritique et reconnaît, de 1962 à 1965, par la voix de deux papes, l'ensemble des erreurs et des crimes commis par les catholiques romains au

nom de l'Évangile. Les excuses solennelles adressées ensuite par Jean Paul II à la communauté juive, aux Indiens d'Amérique latine, aux orthodoxes, aux protestants, aux Africains réduits en esclavage, la condamnation des croisades, de l'Inquisition, de la chasse aux sorcières, le renoncement à l'évangélisation forcée ont marqué le couronnement de ce processus sans précédent.

Un certain nombre d'Eglises protestantes se sont jointes à ce mouvement qui a suscité des crispations intégristes à l'intérieur du monde catholique. Vatican II a insufflé au sein de la chrétienté un esprit d'autocritique salutaire. Je souhaiterais que l'on procède dans le monde musulman au même examen de conscience, à la même relecture et exégèse des textes, même si je ne sous-estime pas les difficultés. Le christianisme et l'islam sont deux religions impérialistes persuadées de détenir la vérité et prêtes à faire le salut des hommes malgré eux par l'épée et le bûcher. Mais c'est toujours du premier et de lui seul qu'on attend le repentir puisqu'il l'a inventé dans ses formes modernes.

Rony Brauman L'Eglise catholique est la seule religion au monde à s'être dotée d'un appareil de production de la vérité doctrinale. Toutes les autres sans exception pratiquent une liberté d'interprétation des textes et d'expressions de la foi qui donne lieu justement à cette floraison d'églises, de synagogues, de temples, de mosquées. Cette pluralité existe déjà. Je comprends que l'on puisse être rassuré de voir la pluralité se traduire en division. Dans le monde catholique, l'existence de spécialistes patentés du culte et du sacré, curés, moines et nonnes, a libéré les autres de cette obligation : cela n'a empêché ni la longue domination de l'Eglise, ni la séparation récente d'avec l'Etat, comme pour d'autres religions, car toutes sont prises dans le mouvement des sociétés.

L'islam n'échappe pas aux reconfigurations sociales et politiques, à la mêlée des idées et au choc des évolutions. Je ne

RAIDIR SES POSITIONS VIS-À-VIS DE L'EXTÉRIEUR ET LAISSER DES POPULATIONS MOURIR, C'EST ANNONCER DES LENDEMAINS EXTRÊMEMENT DURS

RONY BRAUMAN

veux pas dire pour autant que ces transformations conduisent nécessairement vers un horizon commun démocratique et laïque, mais simplement rappeler que divers rapports entre religion et politique existent. La laïcité à la française est constamment invoquée comme condition sine qua non de la démocratie, bien qu'elle n'existe pas dans de nombreux pays européens, comme l'Allemagne et l'Angleterre, qui ne sont pas moins démocratiques que la France, et l'on ne manque pas d'exemples de régimes à la fois laïques et dictatoriaux. N'identifions pas la liberté de conscience à la forme française de la laïcité, car il y a bien d'autres modalités.

Comprenez-vous la position très réservée, voire hostile, de certains maires qui redoutent que la cohabitation entre les réfugiés et leurs administrés soit difficile et qui préféreraient accueillir en priorité des réfugiés chrétiens ?

Pascal Bruckner La peur vient d'une nouvelle, vraie ou fausse, selon laquelle Daech aurait infiltré un certain nombre de soldats au sein des colonnes de réfugiés pour frapper, le moment venu. Ce n'est pas invraisemblable. Reste que le sentiment d'étrangeté peut s'éprouver au contact des chrétiens d'Orient qui vivent une religion fervente très éloignée de notre pratique désinvolte de la foi.

La crise des migrants ne doit pas nous faire oublier la situation dramatique de ces croyants qui subissent en Irak et en Syrie une éradication lente, voire une extermination, comme si les deux premiers monothéismes, judaïsme et christianisme, n'avaient plus leur place en terre d'islam. La France, qui s'est toujours posée en protectrice des minorités chrétiennes, surtout au Liban, s'honorerait d'accueillir en priorité ceux de ces persécutés qui le souhaitent. C'est un devoir historique auquel notre pays ne saurait se soustraire.

Ne sous-estimons pas non plus le malaise que peut provoquer l'irruption d'une population déplacée dans nos bourgades, même si les réfugiés, contrairement aux préjugés, ne sont pas des « misérables » mais des gens éduqués, diplômés, dynamiques, parfaitement au fait de notre situation. Personnellement, je suis vexé du peu de désirabilité de la France parmi eux, alors qu'ils rêvent en majorité de l'Allemagne, de la Suède, de la Grande-Bretagne. Les hommes ne sont pas des pions que l'on déplace sur un échiquier au gré des migrations, ou des plantes que l'on transvase, ils portent une mémoire, une culture et seul le temps, le travail en commun, l'apprentissage du français peuvent atténuer ces différences.

Les politiques doivent aux Français et aux migrants la vérité : ce processus sera difficile pour les uns comme pour les autres, quelle que soit notre bonne volonté. Attention aux fraternités versatiles qui s'enthousiasment un jour pour se détourner le lendemain.

Rony Brauman La peur des étrangers est un sentiment diffus, difficilement contrôlable, que chacun peut éprouver un jour et que l'on ne doit pas traiter par le mépris sous peine de l'amplifier. Et lorsqu'elle trouve une place dans le discours politique, résonnent des appels à ériger des murs et à se replier dans un entre-soi fantasmé. Il y aura toujours des gens pour se reconnaître dans ces discours, et plus encore dans les moments de crise et d'incertitudes comme celui que nous vivons actuellement. Ce n'est pas la vérité, mais la raison, qu'il faut lui opposer. La vérité on ne la connaît pas, personne ne peut se prétendre « confident de l'histoire », selon la formule de Raymond Aron.

Quand j'ai entendu ces déclarations de

maires renfrognés, j'ai pensé à ma famille juive, arrivée en France dans les années 1930, et à ce qu'ont dit de ces étrangers non chrétiens des maires de l'époque. Je suis profondément convaincu qu'on ne peut pas être dur à l'extérieur et généreux à l'intérieur. Raidir ses positions vis-à-vis de l'extérieur et laisser des populations mourir, c'est annoncer des lendemains extrêmement durs, c'est s'engager dans un processus de brutalisation sous les auspices de la défense d'intérêts en eux-mêmes légitimes.

L'intervention en Syrie pourra-t-elle changer la donne ?

Rony Brauman Dès lors qu'une offensive militaire est lancée, nous disent les stratèges, il est logique de se donner les moyens d'intervenir sur l'ensemble du territoire ennemi et de ne pas se limiter à l'intérieur de frontières que lui-même a effacées. Mais n'oublions pas que Daech est bien un sous-produit de l'intervention américaine en Irak de 2003. Nous ne pouvons plus nous croire dépositaires d'une mission civilisatrice dont les effets, au cours de l'histoire longue, ont eu jusqu'à ce jour les résultats que l'on constate. Le soutien politique et matériel aux forces qui combattent Daech est certainement important mais il ne doit pas se faire au détriment d'un effort diplomatique intégrant les puissances régionales dans le jeu, de la Russie à l'Iran, afin d'aboutir à une issue politique.

Mais je retiens surtout de la situation actuelle le flou des objectifs que poursuit la coalition. Plus largement, quels sont les résultats des interventions armées internationales de ces vingt dernières années ? Ils sont très minces, tributaires des circonstances locales. Certaines, dans un territoire limité et avec des objectifs clairs, ont amélioré la situation des populations concernées. Il ne s'agit donc pas pour moi d'adopter une position anti-interventionniste de principe. Mais les interventions visant à installer la démocratie par la force sont toujours désastreuses, car cet objectif est démesuré, hors de portée de forces étrangères. Il faut peser avec beaucoup de prudence et de réalisme les vertus que l'on attribue à l'usage de la force et les objectifs que l'on peut atteindre en l'utilisant. En Syrie, on sait que l'on ne veut pas de Daech, mais guère plus pour l'instant.

Pascal Bruckner Instruit par les leçons irakiennes et libyennes, j'étais opposé à une intervention contre Bachar Al-Assad et la volte-face d'Obama m'a paru dictée par la raison et non par quelque esprit munichois dont on l'accuse à tort. Si nous avions démolé Bachar Al-Assad, au grand dam de l'Iran et de la Russie, nous aurions ouvert une voie royale à Daech ou à ses frères ennemis, dont le Front Al-Nosra. Et puis n'incriminons pas toujours les Occidentaux : la Syrie a sombré toute seule, par la seule folie de son dirigeant et de ses opposants. Jusqu'à preuve du contraire, ce que l'on appelle l'opposition syrienne modérée est gangrené par des groupes fondamentalistes.

Les peuples sont adultes et responsables, ils n'ont nul besoin des méchants Anglo-Saxons ou Français pour s'insurger ou s'entre-tuer. Nous avons encore le pouvoir d'agir à notre échelle, avec nos partenaires de l'Union. Au moins sur trois plans : soutenir matériellement les forces qui combattent Daech, en premier lieu armer les peshmergas et les Kurdes de Syrie qui sont en première ligne et réclament du matériel lourd. C'est une urgence.

Considérer attentivement la proposition russe d'une alliance internationale pour éliminer l'Etat islamique. Ensuite décider d'une opération militaire pour détruire les réseaux de passeurs au Maghreb et ailleurs qui rançonnent les fuyards et entretiennent un véritable trafic d'esclaves. Enfin, si nous n'avons plus les moyens matériels d'infléchir durablement les conflits, nos armes doivent être aussi intellectuelles.

C'est la bataille des idées qu'il faut mener en direction des pays musulmans pour leur prouver, instruits par nos propres guerres de religion, que la tolérance, l'esprit d'examen, le respect des convictions, la liberté d'expression valent mieux que l'imposition d'une foi par la violence et l'égorgement. La persuasion est plus utile que la force. A condition de ne pas céder sur les principes et de gonfler les rangs des idiots utiles de l'islamisme comme tant d'intellectuels français et européens sont tentés de le faire depuis janvier 2015. ■